

Au Journal officiel du 28 janvier au 3 février 2017

Au Journal officiel du 28 janvier au 3 février 2017

06/02/2017

Au Journal officiel du 28 janvier au 3 février 2017

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 28 janvier 2017 :

- L. n° 2017-86, 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté – *Ce texte contient des date d'entrée en vigueur différentes et modifie de très nombreux codes et textes non codifiés ;*
- Décret n° 2017-91 du 26 janvier 2017 relatif à la restriction de la vente, revente ou de l'utilisation des échographes destinés à l'imagerie fœtale humaine – *Entrée en vigueur le 1^{er} avril 2017 ;*
- Décret n° 2017-97 du 26 janvier 2017 relatif aux conditions et aux limites de la prise en charge des frais exposés dans le cadre d'instances civiles ou pénales par l'agent public ou ses ayants droit ;
- Arrêté du 24 janvier 2017 relatif à la publicité des prix des prestations de dépannage, de réparation et d'entretien dans le secteur du bâtiment et de l'équipement de la maison – *Abrogation de l'arrêté du 2 mars 1990.*

Au JO du 29 janvier 2017 :

- Décret n° 2017-103 du 27 janvier 2017 modifiant le décret n° 96-478 du 31 mai 1996 portant règlement de la profession de géomètre expert et code des devoirs professionnels – *Modification de plusieurs textes non codifiés ;*
- Décret n° 2017-105 du 27 janvier 2017 relatif à l'exercice d'activités privées par des agents publics et certains agents contractuels de droit privé ayant cessé leurs fonctions, aux cumuls d'activités et à la commission de déontologie de la fonction publique – *Entrée en vigueur le 1^{er} février 2017 ;*
- Arrêté du 25 janvier 2017 relatif aux taux mentionnés dans le règlement du Comité de la réglementation bancaire n° 86-13 du 14 mai 1986 relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

Au JO du 31 janvier 2017 :

- *Rectificatif* à la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;

-
- Décret n° 2017-107 du 30 janvier 2017 relatif à la codification du titre VI du livre II de la première partie ainsi que des chapitres IV et V du titre Ier du livre Ier de la troisième partie du Code des transports et comportant diverses dispositions en matière de transport public routier de personnes – *Entrée en vigueur le 1^{er} février 2017 - Modification du Code des transports et du Code de l'environnement.*

Au JO du 1^{er} février 2017 :

- Décret n° 2017-110 du 30 janvier 2017 relatif aux délais de règlement des différends mentionnés aux articles L. 34-8-2-1, L. 34-8-2-2 et L. 49 du Code des postes et des communications électroniques et au fonctionnement du guichet unique mentionné à l'article L. 50 du même code – *Modification du Code des postes et des communications électroniques - Voir également l'avis de l'ARCEP n° 2016-1488 du 10 novembre 2016 ;*
- Décret n° 2017-111 du 30 janvier 2017 pris en application de l'article L. 49 du Code des postes et des communications électroniques et modifiant les articles D. 407-4 et D. 407-5 - *Modification du Code des postes et des communications électroniques - Voir également l'avis de l'ARCEP n° 2016-1488 du 10 novembre 2016.*

Au JO du 2 février 2017 :

- Décret n° 2017-121 du 31 janvier 2017 relatif à l'expérimentation permettant à des conseils territoriaux de santé d'être saisis par les usagers du système de santé de demandes de médiation en santé, de plaintes et de réclamations ;
- Décret n° 2017-122 du 1er février 2017 relatif à la réforme des minima sociaux – *Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017 - Modification du Code de l'action sociale et des familles, du Code de la sécurité sociale et du décret n° 2016-864, 29 juin 2016 ;*

Et décret n° 2017-123 du 1er février 2017 relatif à la réforme des minima sociaux – *Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017 - Modification du Code de l'action sociale et des familles, du Code de la sécurité sociale et du décret n° 2016-866, 29 juin 2016 ;*

- Arrêté du 23 décembre 2016 modifiant l'arrêté du 17 janvier 2005 relatif à la mise en service par la direction générale des finances publiques d'un traitement automatisé d'aide à la sélection et au contrôle des dossiers des particuliers dénommé « SIRIUS PART » ;
- Arrêté du 23 décembre 2016 portant création par la direction générale des finances publiques d'un traitement automatisé de données à caractère personnel de consolidation des données nécessaires à la répartition de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises ;
- Arrêté du 20 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 13 avril 2016 relatif à la représentation en douane et à l'enregistrement des représentants en douane.

Au JO du 3 février 2017 :

- Ordonnance n° 2017-124 du 2 février 2017 modifiant les articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement ;
- Décret n° 2017-126 du 2 février 2017 relatif à l'obligation d'information en matière fiscale et de prélèvements sociaux des utilisateurs de plates-formes de mise en relation par voie

électronique – *Modification du Code général des impôts et du Code de la sécurité sociale ;*

- Arrêté du 31 janvier 2017 *modifiant l'arrêté du 1er juillet 2003* portant création d'un système informatisé de lutte contre les fraudes.

La Rédaction Législation

© LexisNexis SA